



Programme Avenir Juste - Cordaid
Enquête de perception menée du 23 octobre au 05 novembre 2023

Perceptions relatives à la sécurité dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri au Niger

///// Restitution de l'enquête de terrain Q4



SIPRI et LASDEL
Financement Cordaid

PROGRAMME
JUST FUTURE



Méthodologie

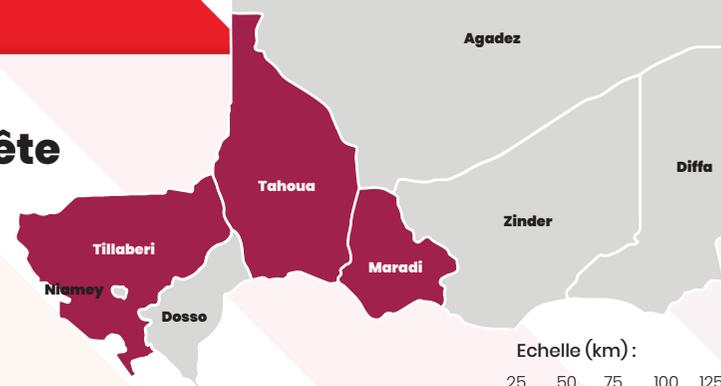
Dans le cadre du programme « Avenir Juste » financé par Cordaid, SIPRI et son partenaire le LASDEL mènent des enquêtes de perception auprès d'un échantillon représentatif de 710 personnes dans les régions de Maradi, Tahoua et Tillabéri au Niger dans 6 communes et 27 localités.

Conformément aux attentes exprimées par Cordaid envers les catégories de populations les moins audibles, une attention particulière est portée à l'inclusion des femmes, des jeunes, des personnes en situation de handicap et des personnes déplacées ou réfugiées. L'échantillon se répartit comme suit :



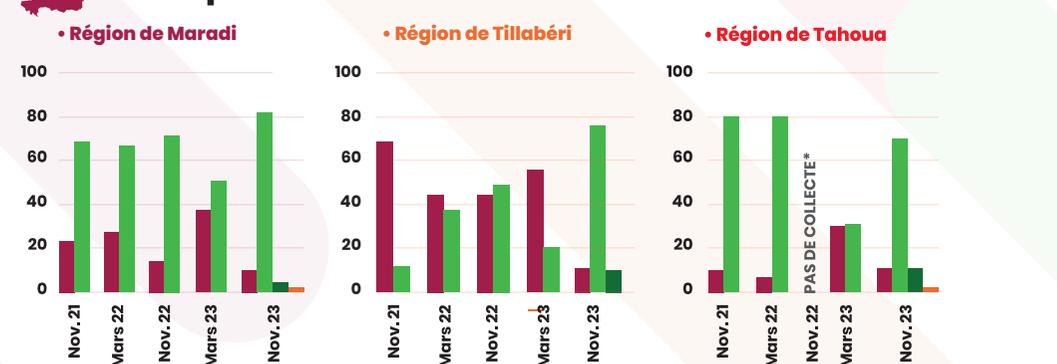
Zones d'enquête

/// Source : cartographie du Niger

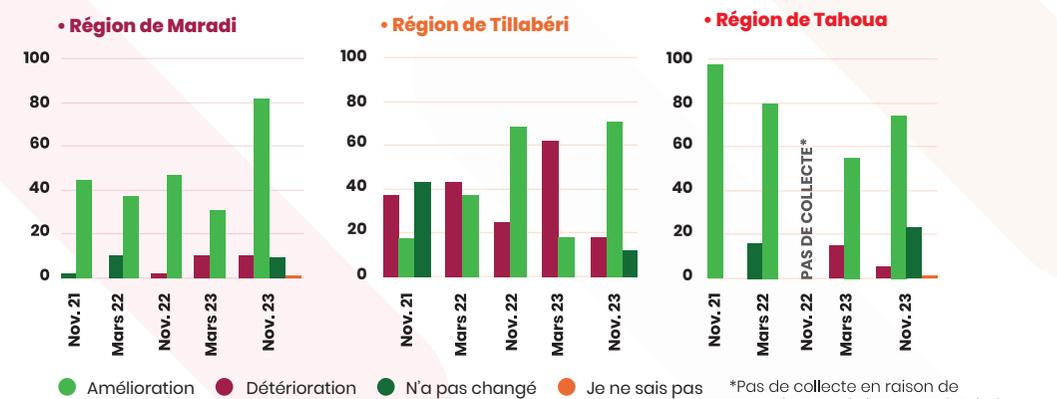


Les perceptions de l'insécurité

Perceptions de la situation sécuritaire au niveau national



Perceptions de la situation sécuritaire au niveau local



*Pas de collecte en raison de contraintes logistiques et sécuritaires

Plus de 70 % des répondants rapportent que la situation s'est améliorée dans le pays. Au niveau local la situation est plus nuancée: dans la région de Tillabéri, les populations se sentent « moyennement en sécurité » à cause de la présence des groupes armés et limitent leurs déplacements.



Principales sources d'insécurité au niveau local

- Attaques, vols et menaces contre la population
- Présence des groupes armés non-étatiques
- Présence des populations déplacées/réfugiées



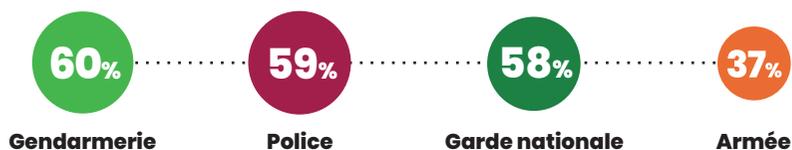
La détérioration de la situation économique laisse un grand nombre d'habitants dans une situation quotidienne précaire : manque d'accès aux terres, inflation, fermeture des marchés, présence importante de PDI et réfugiés.

Les relations entre les populations et les forces étatiques de sécurité

Les perceptions recueillies reflètent les impressions subjectives des répondants. Elles fournissent des informations sur la façon dont les personnes comprennent et interprètent ce qu'elles voient, croient, pensent et ressentent et, surtout, comment elles donnent un sens à leur environnement.



Acteurs sécuritaires perçus comme étant les plus visibles et les plus présents au niveau local



La présence des FDS est variable en fonction des régions. Les forces armées étatiques bénéficient toujours d'une appréciation favorable. Le départ des troupes étrangères et la prise de pouvoir par les militaires ont donné espoir d'une lutte contre les groupes terroristes.



Confiance exprimée envers les acteurs sécuritaires

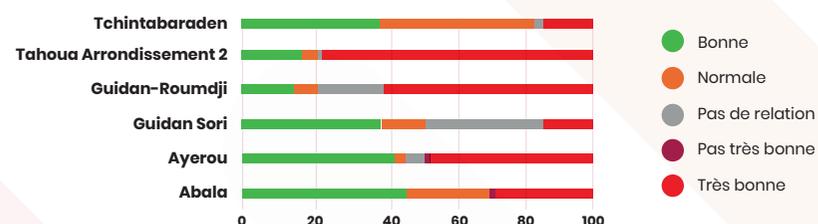


Les relations avec les forces sont qualifiées de « très bonnes » selon 42 % des répondants des régions de Maradi et Tahoua et « bonnes » pour 30 % de ceux de la région de Tillabéri.



des enquêtés déclarent pouvoir faire appel aux FDS en cas de besoin

Perception des relations quotidiennes avec les forces de sécurité

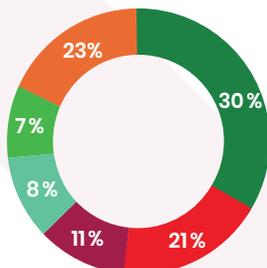


Limites

- Les FDS sont très peu présentes dans les zones rurales.
- Le facteur principal qui limite le recours aux FDS est la peur des représailles
- Seules 16,5% des personnes interrogées ont récemment fait appel à un service de sécurité.

Les limitations dans les relations avec les forces de défense

- L'accès est difficile/je n'ose pas les contacter
- La peur des représailles en cas de contact avec les forces
- Leur absence dans la zone
- La difficulté à les joindre par téléphone
- Je préfère ne pas répondre
- Autre



La société civile locale & les questions de sécurité

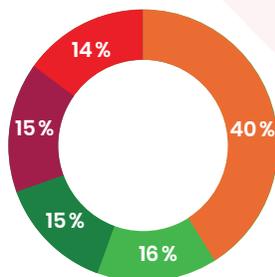
Seules **46%** des personnes interrogées disent que l'action des acteurs de la société civile dans le domaine de la sécurité est efficace. Selon les répondants, les organisations les plus actives sont :

- Les organisations féminines**
- Les associations de jeunes/tadas**
- Les associations religieuses**

Dans la région de Tillabéri, les groupements villageois et les associations d'éleveurs sont très présents. Toutes les organisations s'occupent des questions de sécurité et la plupart organisent essentiellement des réunions sur la sécurité avec les populations. Les associations d'éleveurs, associations de jeunes et les comités locaux de sécurité assurent la surveillance des quartiers, biens et troupeaux. Les associations religieuses et les comités de gestion s'occupent surtout de la gestion des conflits entre les gens de la localité.

Attentes envers les acteurs de la société civile :

- Qu'ils informent et communiquent avec les populations sur la situation sécuritaire
- Qu'ils mettent en place des mécanismes de plainte en cas de problèmes avec les FDS
- Qu'ils aident à renforcer la collaboration entre les populations et les forces de sécurité
- Qu'ils aient un accès direct aux FDS en cas de problèmes sécuritaires
- Qu'ils dialoguent régulièrement avec les forces de sécurité



Des **limites importantes** sont mentionnées tant dans leur **capacité de fonctionnement que d'action** sur le terrain :

- Manque de financements
- Manque de compétences/d'informations
- Accès limité à l'information sur la sécurité et aux FDS



Conclusion

Le changement du contexte politique nigérien suite au coup d'état du 26 juillet 2023 ainsi que les sanctions de la CEDEAO ont modifié le paysage sécuritaire dans les localités et fragilisé les couches les plus vulnérables de la population.

Cependant, cette enquête a montré des attentes fortes envers la capacité du gouvernement militaire à améliorer la situation sécuritaire et la situation économique. Le manque d'opportunités économiques est un enjeu crucial.

Les causes de la vulnérabilité des populations nigériennes sont différentes selon les régions étudiées mais partout la mauvaise pluviométrie, les restrictions liées à la présence des groupes armés, les populations déplacées et l'insécurité continuent de fragiliser la vie de millions de personnes.



Recommandations



Si les zones urbaines sont plus ou moins sécurisées, le déploiement des FDS doit être plus visibles dans les zones rurales.



Mettre en place des mécanismes discrets et sécurisés de communication entre les populations et les FDS pour ne pas exposer les citoyens.



Rompres l'isolement des zones rurales en permettant l'acheminement des produits de première nécessité pour lutter contre l'asphyxie économique des populations.



Étendre le déploiement des patrouilles mixtes afin de faciliter les échanges entre les populations et les forces.